



**COMMISSION EUROPEENNE - COMMISSION DE  
L'UNION AFRICAINE**



**DECLARATION CONJOINTE**

**Addis-Abeba, 2 octobre 2006**

A maints égards, l'année 2005 a été l'année de l'Afrique et le début d'une nouvelle ère dans les relations entre l'Europe et l'Afrique. En décembre 2005, les dirigeants de l'UE ont adopté une nouvelle Stratégie pour l'Afrique, une vision ambitieuse nouvelle pour notre partenariat et une feuille de route pour les actions à entreprendre. L'alliance entre l'Union européenne et l'Union africaine est au cœur de ces nouvelles relations, soutenues par un programme politique commun pour l'intégration, la solidarité et la coopération.

Au cours de cette année 2006, nous avons accéléré le rythme de notre coopération et avons honoré nos engagements. L'alliance entre la Commission de l'Union européenne et la Commission de l'Union africaine s'est révélée être un puissant moteur, en assurant la promotion de cette nouvelle vision, le partage des expériences, l'échange des connaissances et l'exécution des programmes conjoints. La mise en œuvre de la Stratégie de l'UE pour l'Afrique est bien avancée et la réunion d'aujourd'hui – la troisième du genre entre les deux Commissions, mais la première à se tenir à Addis-Abeba - a été l'occasion pour nous d'évaluer les progrès accomplis et de convenir des nouvelles mesures à prendre. Aujourd'hui nous, Commission de l'Union européenne et Commission de l'Union africaine, sommes convenues:

- de continuer à faire face aux défis que constituent les conflits, la guerre et l'insécurité. En avril 2006, l'UE a décidé d'augmenter le financement à court terme de la Facilité pour la paix en Afrique (FPA) de 50 millions d'Euros et d'affecter un montant total de 300 millions d'Euros à la prochaine période de trois ans (2008 – 2010). Les besoins sont considérables et urgents. Par exemple, dans la région du Darfour, à l'ouest du Soudan, l'UA – avec le soutien politique et financier de l'UE – a mené une opération de maintien de la paix, AMIS, en mobilisant 7936 éléments. Dans ce conflit et dans d'autres zones de conflit, nous continuerons plus que jamais à nous soutenir mutuellement;
- d'œuvrer ensemble à l'amélioration de la gouvernance selon une approche globale de tous ses aspects, politique, institutionnel, socioéconomique, culturel et environnemental, et à la fourniture d'appui aux programmes de gouvernance à tous les niveaux afin de développer et de promouvoir une architecture africaine efficace de gouvernance ainsi que les instruments de leur réalisation. En août 2006, la Commission européenne a présenté une Initiative de gouvernance proposant un soutien financier supplémentaire - une somme d'environ 3 milliards d'Euros – aux pays qui ont adopté ou qui sont prêts à adopter un plan crédible de réformes concrètes en matière de gouvernance. Le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), le système d'évaluation volontaire propre de l'UA, auquel 26 Etats africains ont adhéré à ce jour, sera la référence centrale pour cette Initiative ;

- d'établir un partenariat UE- Afrique dans le domaine des infrastructures en vue de soutenir les programmes qui facilitent l'interconnexion aux niveaux interrégional et continental. Une enveloppe de 5,6 milliards d'Euros sera affectée à ce projet pour les six prochaines années afin d'identifier et de réaliser les liens manquants et d'améliorer la sécurité, la sûreté des réseaux de transport, l'accès à l'eau, à l'énergie, et aux TIC. Nous sommes également convenus d'un certain nombre de projets phares à mettre en œuvre à court terme, tels que le projet hydro-électrique de Félou au Sénégal et le projet EASSY – un réseau sous-marin à large bande reliant l'Afrique du Sud au Soudan ;
- d'encourager la création de marchés régionaux autonomes, avec une gouvernance économique améliorée. Nous partagerons nos expériences dans la création des espaces économiques régionaux qui favorisent le développement et facilitent le commerce grâce à l'assouplissement des procédures commerciales et à l'amélioration du fonctionnement des douanes. Nous avons convenu que les négociations des Accords de partenariat économique (APE) doivent permettre la création de marchés régionaux africains et doivent être conclues dans des délais juridiquement contraignants. Nous déplorons la suspension des négociations multilatérales au sein de l'OMC mais nous réaffirmons notre engagement à reprendre ces négociations et à les conclure rapidement. Nous sommes également convenus d'organiser le tout premier forum d'affaires UE- Afrique à Bruxelles les 16 et 17 novembre afin d'identifier des voies et moyens novateurs d'attirer les investissements privés dont les économies croissantes de l'Afrique ont un besoin vital ;
- d'essayer de gérer les flux migratoires dans l'intérêt des deux continents et pour leur développement. Nous avons exploré les éléments d'un agenda commun basé sur la Position africaine commune de l'UA adoptée à Alger et à la Conférence de Rabat en juillet 2006. Nous espérons parvenir à une analyse finale commune des défis et des avantages de la migration ainsi que des actions à entreprendre, au cours de la Conférence ministérielle UE/ Afrique sur la migration et le développement prévue à Tripoli (Libye) les 22 et 23 novembre 2006;
- de favoriser la création de centres d'excellence pour la recherche et l'enseignement supérieur. Ces centres seront reliés entre eux en Afrique et jumelés avec les centres européens. Nous avons convenu de soutenir le Programme Nyerere, un nouveau programme d'échange d'étudiants à travers l'Afrique. Un soutien supplémentaire sera également accordé au programme Erasmus Mundus qui permettra à un plus grand nombre d'étudiants hautement qualifiés de poursuivre des études universitaires supérieures en Europe ;
- d'élaborer des stratégies conjointes pour relever les défis de l'agriculture et de l'environnement. Nous avons déjà accompli d'importants progrès : à titre d'exemple, nous avons financé à hauteur de 21 millions d'Euros, AMSED, un programme continental qui fournira des informations par satellite sur

l'environnement en Afrique, en vue d'aider le continent à améliorer la gestion de ses ressources naturelles. Ces programmes et d'autres nous aideront à trouver un équilibre entre la dégradation des sols, la désertification et la productivité agricole ;

- d'échanger des expériences et les meilleures pratiques en matière de politiques de l'emploi et de santé. Nous renforcerons le dialogue politique que nous avons engagé cette année sur la manière de rendre les politiques nationales plus cohérentes et plus efficaces, en mettant notamment en place des cadres et des mécanismes régionaux d'évaluation par les pairs. Nous examinerons ensemble la crise de la main d'œuvre dans le domaine de la santé. Nous avons également accepté d'accroître nos efforts, dans les domaines financier et politique dans la lutte contre la grippe aviaire ;
- de renforcer davantage les liens institutionnels entre les deux Commissions. Nous avons signé ce jour un premier vaste programme d'appui de 55 millions d'Euros pour le développement opérationnel et institutionnel de l'Union africaine, qui sera mis en œuvre à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007, ainsi qu'un Protocole d'accord sur un échange permanent et structuré de fonctionnaires et de stagiaires entre les deux institutions. Nous avons également convenu de renforcer nos ambassades et délégations respectives pour assurer la mise en œuvre des initiatives et programmes de coopération susmentionnés ;

Nous sommes résolus à poursuivre cette voie de l'intégration interne et de la coopération externe, à partager nos expériences et à tirer mutuellement des enseignements de nos succès et de nos échecs. La mondialisation avançant à grands pas, il devient de plus en plus évident qu'aucun pays ou continent ne peut réussir seul. Nous avons besoin les uns des autres, aujourd'hui, comme nous aurons besoin les uns des autres, demain, et nous continuerons à travailler ensemble en tant que partenaires égaux.

**Pour la Commission des  
Communautés Européennes**

**Pour la Commission de l'Union  
africaine**

---

**José Manuel Barroso**  
Président

---

**Alpha Oumar Konaré**  
Président